

**REPUBLIQUE FRANÇAISE****DEPARTEMENT DE LA VENDEE**

COMMUNE DE MARTINET

Arrêté de circulation**LE MAIRE DE MARTINET,**

VU la loi modifiée n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales;
VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25 à R 411.28 ;
VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
VU l'arrêté interministériel modifié du 24 novembre 1967, portant instruction générale sur la signalisation routière,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992;
VU la demande formulée le lundi 16 février 2026 par **Bouygues E&S Vendee**, TSA 70011 Chez Sogelink 69134 DARDILLY Cedex

Considérant qu'en raison du déroulement de **travaux d'effacement des réseaux**, il y a lieu d'alterner la circulation **entre le n°50 et le n°34 Rue du Jaunay** et de fermer la circulation **entre le n°2 et en°22 Rue des Moulins sur la commune de MARTINET**. Les travaux seront effectués par l'entreprise citée ci-dessus

du mercredi 18 février 2026 au vendredi 27 mars 2026.

ARRETE

ARTICLE 1 : du **mercredi 18 février 2026 au vendredi 27 mars 2026** il y a lieu d'alterner la circulation par signaux manuels ou panneaux B15-C18 ou feux tricolores **entre le n°50 et le n°34 Rue du Jaunay** et d'interdire la circulation **entre le n°2 et en°22 Rue des Moulins** pour des travaux effacement des réseaux, à **MARTINET**

ARTICLE 2 : Pendant la durée des travaux, aucun stationnement ne sera autorisé sur l'emprise de la zone de travaux et de part et d'autre sur une longueur de 100 mètres, excepté pour les véhicules affectés au chantier. La vitesse de circulation sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3 : La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992. La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de l'entreprise **Bouygues E&S Vendee**.

ARTICLE 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier ainsi que dans la commune de **Martinet**.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la commune de **Martinet**, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la VENDEE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à : **L'entreprise Bouygues E&S Vendee**

A Martinet, le 18 février 2026

Le Maire
Michel PAILLUSSON